

Jugement N°91/2018/CJ/SIII

Du 27 décembre 2018

Rôle Général

BJ/TCC/2018/0618

Société BELLA BELLA Sarl

C/

Conseil National des Chargeurs du
Bénin

(Me Jean-Claude AVIANSOU)

OBJET

Paieement

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

SECTION III

CHAMBRE DE JUGEMENT

COMPOSITION

Président : Chrystelle ADONON HOUEDENOU

Assesseurs : Maurice YEDOMON et Laurent
SOGNONNOU

Ministère Public : Elonm Mario METONOU

Greffier : Dominique Sênou KOUTON

Débat le 27 décembre 2018 ;

Jugement contradictoire prononcé à l'audience
publique du 27 décembre 2018 ;

PARTIES EN CAUSE

DEMANDERESSE

La société BELLA BELLA ayant son siège à
Abomey-Calavi, RCCM : RB/COT/17 B 19172, tél : 97
18 28 87 représentée par son gérant, demeurant et
domicilié es qualité audit siège ;

DEFENDEUR

Le Conseil National des Chargeurs du Bénin (CNCB)
ayant son siège à Cotonou, 06 BP 2528, tél : 21 31 59
47/21 31 59 60 représenté par son Directeur Général,
demeurant et domicilié ès qualité audit siège ;

Assisté de Maître Jean Claude AVIANSOU, Avocat à la Cour,

LE TRIBUNAL,

*Vu les pièces du dossier ;
Où les parties en leurs prétentions ;
Après en avoir délibéré ;*

Par lettre du 04 septembre 2017, le Conseil National des Chargeurs du Bénin (CNCB), par un appel d'offres restreintes, a sollicité pour l'exécution des travaux de réfection partielle du bâtiment abritant son siège en travaux de maçonnerie et de climatisation, des propositions techniques de quelques sociétés dont la société BELLA BELLA Sarl. Celle-ci a été attributaire dudit marché et a reçu les bons de commande des 25 octobre 2017.

Dans le cadre de l'exécution du marché facturé à 17 488 000 FCFA, deux paiements partiels d'un montant total de 12.500.000 FCFA ont été effectués et un solde de 4.988.000 FCFA reste dû.

Par acte du 16 octobre 2018, la société BELLA BELLA Sarl a attiré le Conseil National des Chargeurs du Bénin devant le tribunal de commerce de Cotonou en sollicitant sa condamnation au paiement du solde de 4.988.000 FCFA et l'exécution provisoire de la présente décision ;

Au soutien de ses prétentions, la société BELLA BELLA explique que suite à l'attribution du marché et à la

réception des bons de commandes des 25 octobre 2017, au cours de l'exécution des travaux, elle a reçu deux avances de 7.500.000 FCFA et 4.950.000 FCFA et a adressé à la fin des travaux le 12 décembre 2017 une facture de 4.988.000 FCFA représentant le solde et une lettre de transmission de la même facture ;

Que cependant, le CNCB est resté sans réaction et ce malgré les sommations de payer;

Que le 07 août 2018, en réponse le CNCB a déclaré que le marché n'a pas été régulièrement acquis et qu'il ne s'engage pour un quelconque paiement ;

Que le CNCB ne peut reprocher à la société BELLA BELLA l'irrégularité de l'attribution dudit marché ;

En réplique, le CNCB expose que c'est en violation de la loi que la procédure d'appel d'offre restreinte a été suivie pour l'attribution du marché relatif aux travaux de réfection partielle du bâtiment abritant son siège ;

Que c'est en fraude des droits du CNCB que la société BELLA BELLA s'est fait attribué ledit marché ;

Que les factures du 05 décembre 2017 et du 03 mai 2018 relatives au même marché ont des libellés différents et ne peuvent être prises en compte ;

Que le procès-verbal de réception n'a pas été signé par la directrice financière et comptable du CNCB ;

Que ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition ;

Qu'il sollicite le paiement de l'indu d'un montant de 12.500.000 FCFA ;

1- Sur le paiement

Attendu que nul ne peut demander réparation si le dommage subi est le produit de ses actions ou de sa négligence ;

Attendu qu'en l'espèce, le CNCB s'abstient de payer le solde relatif au marché de réfection partielle abritant son siège qu'il a attribué à la société BELLA BELLA au motif que les procédures n'ont pas été respectées ;

Que cependant, c'est le CNCB qui a procédé à la procédure d'appel d'offre restreinte, délivré les bons de commande et signé par le biais de ses agents le procès-verbal de réception après la réalisation des travaux ;

Que si les procédures d'usage n'ont pas été respectées par le CNCB pour l'attribution du marché, ce non-respect des règles ne peut être imputé à la société BELLA BELLA ;

Que la perception des avances en cours d'exécution ne peut constituer une violation ;

Que l'envoi par la société BELLA BELLA au CNCB d'une facture totale et d'une autre prenant en compte les avances reçues est justifié ;

Qu'il en ressort qu'aucune faute ne peut être imputée à la société BELLA BELLA dans le cadre de l'attribution et de l'exécution dudit marché ;

Que c'est à tort qu'après avoir réceptionné les travaux exécutés par la société BELLA BELLA, le CNCB s'abstient au paiement du solde restant dû et sollicite le paiement des avances d'un montant de 12.500.000 FCFA ;

Que malgré la sommation de payer du 27 septembre 2018, le CNCB n'a pas honoré son engagement ;

Qu'il convient de rejeter ces demandes et le condamner à payer à la société BELLA BELLA le solde d'un montant de 4.988.000 FCFA ;

2- Sur l'exécution provisoire

Attendu que l'exécution provisoire peut être accordée en cas d'urgence ou de péril en la demeure pour la moitié du montant de la condamnation ;

Attendu qu'en l'espèce, le CNCB se refuse de payer le solde relatif au marché attribué à la société BELLA BELLA malgré l'exécution dudit marché prétextant d'irrégularités dans l'attribution du marché, attribution à laquelle il a lui-même procédé ;

Que tout retard dans le paiement suite à la réalisation des travaux est préjudiciable pour une bonne gestion des activités commerciales de la société BELLA BELLA ;

Que dans ces conditions, il convient d'ordonner l'exécution provisoire de la moitié du montant de la condamnation pour éviter tout péril en la demeure ;

Par ces motifs

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale et en premier ressort ;

Condamne le conseil national des chargeurs du Bénin à payer à la société BELLA BELLA la somme de quatre millions neuf cent quatre-vingt-huit mille (4.988.000) FCFA représentant le solde relatif au marché de réfection partielle de son siège en maçonnerie et en climatisation ;

Ordonne l'exécution provisoire à hauteur de la moitié dudit montant soit deux millions quatre cent quatre-vingt-quatorze mille (2.494.000) FCFA ;

Condamne le Conseil National des Chargeurs du Bénin aux dépens.

Ont signé

Le Greffier

Le Président